

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région



BUREAUX
 ROUBAIX - 10-11, Grande Rue, Tél. 27.28, 27.29 et 27.30.
 TOURCOING - 22, rue Carnot, Tél. 37.
 LILLE - 3, rue Faidherbe, Tél. 402.51.
 PARIS - 25, boulevard Poissonnière, Tél. Provence, 71.84.
 NOUVEON - 108, rue de la Station, Tél. 5.64.

ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Roboux
 Alfred Roboux
 Madame Alfred Roboux

LE DIMANCHE POLITIQUE

Au Congrès de l'Alliance démocratique

"S'UNIR OU MOURIR" telle est la tragique alternative devant laquelle M. FLANDIN place les Français

« Que tous, riches ou pauvres, patrons ou salariés, citoyens ou parvaux, partisans de la pause ou de l'avenant, fascistes ou communistes, démocrates ou totalitaires, mesurent le néant de leurs querelles devant la destruction possible de la patrie. »

« Demain ce n'est pas la peur qui doit les réunir. C'est une volonté commune de replacer la France au rang qu'elle doit occuper pour sauver encore une fois la liberté du monde. »

Le double danger qui menace la nation française est qu'elle s'anémise elle-même dans un conflit idéologique et qu'elle soit anéantie par l'attaque des nations rivales qui espèrent trouver dans le partage de notre empire les biens matériels qu'ils convoitent.

Bien aveugles sont ceux qui ne voient pas se dessiner de graves événements intérieurs.

Qu'ils prennent garde surtout qu'après l'épave déchainé, la guerre civile soit alléguée, chez nous, comme en Espagne, par deux idéologies totalitaires. Oui, sans doute, le communisme sera finalement vaincu; parce que ni le marxisme, ni le léninisme ne sont dans la tradition de la race française, et parce que, toujours, notre peuple s'est révolté contre l'emprise de ceux qui lui sont étrangers de sang et d'âme.

Mais, dans l'intervalle, que sera devenue la belle et douce France? De quel sacrifice de liberté et d'indépendance paiera-t-elle l'imprévoyance ou la lâcheté des clercs imprévoyants de la démocratie parlementaire?

Porter la moindre atteinte, surtout dans les circonstances présentes si troublées, à la collaboration étroite de Paris et de Londres serait la pire des fautes.

Le péril extérieur n'est pas imaginaire. Il est à nos portes. Il s'appelle : La guerre d'Espagne.

Autant le peuple français répugne à toute intervention dans le conflit espagnol; autant il se retrouverait unanime si, à l'abri d'une intervention idéologique contre le bolchevisme espagnol, l'Italie ou l'Allemagne voulaient s'assurer, en Méditerranée, des positions qui menaceraient la liberté de mouvement de la France.

Nous avons cru et nous croyons encore que l'empire français et l'empire romain ne sont pas antagonistes.

Ceux qui spéculaient sur les divisions intérieures de la France s'apercevraient à recevoir le cruel avertissement de son unité patriotique.

S'unir ou mourir. Telle sera, en effet, bientôt la question que les faits, qui ont toujours dominé les hommes, poseront.

Après tout, si les Français voulaient sérieusement confronter leurs désaccords, ils s'apercevraient vite qu'un même idéal les anime.

La mission historique de la France n'est pas terminée.

L'avenir n'est pas si lointain où, de par le monde, aux générations entières de ce collectivisme grégaire qui n'est pas si différent à Moscou, à Berlin et à Rome succéderont des générations avides d'un individualisme libérateur.

Une fois de plus, alors, la France apparaîtra rayonnante du prestige d'avoir sauvé, avec la liberté, le plus grand don de Dieu au genre humain.

M. Legulier, radical-socialiste, est élu sénateur du Jura

Lons-le-Saunier, 7 novembre. — Une élection sénatoriale a eu lieu dimanche dans le département du Jura pour pourvoir au remplacement de M. Coudane, décédé.

Voici le résultat du premier tour de scrutin : Inscrits, 842; votants, 841.

Ont obtenu : M. Grandmottet (U.R.D.), 410 voix.

M. Legulier, radical-socialiste, 380 voix.

M. Mermet, (S.F.I.O.), 79 voix.

Deuxième tour : Votants, 840; suffrages exprimés, 838.

Ont obtenu : M. Legulier, rad.-soc., 428 voix, élu.

M. Grandmottet (U.R.D.), 413 voix.

M. Coudane appartenait au groupe de la gauche démocratique. Il avait 468 ans et 467 voix sur 834 votants.



Les membres de l'Alliance démocratique sont allés déposer une couronne au monument aux morts de Nice. (Ph. France-Press.)

A gauche : M. FLANDIN; à droite : M. MÉDECIN, maire de Nice.

M. P.-E. Flandin a prononcé, dimanche après-midi, au Continental, à Nice, le discours du banquet de clôture du congrès de l'Alliance démocratique. En voici les principaux passages : L'ancien président du conseil rappelle d'abord comment en 1919, la paix avait été fondée sur la Société des Nations. « Tous les Etats du monde devaient y participer sur un pied d'égalité, ce qui semblait devoir exclure la prédominance des grandes puissances. »

« La base des rapports internationaux reposait désormais sur les traités qui devaient être respectés comme étant la loi des parties. »

« Le seul reproche qu'on eût pu adresser à la S. D. N. c'est qu'elle était universelle, alors qu'il eût été plus sage de la limiter à l'Europe, au moins dans une première étape. »

« La force se substitue au droit dans les relations internationales »

M. Flandin poursuit : « Je ne veux pas retracer l'histoire de tous les manquements à la loi internationale, de toutes les capitulations du droit devant la force qui, progressivement, nous ont conduits où nous sommes. Mais nous serions aveugles et sourds si nous ne voyions pas la force partout se substituer au droit dans les relations internationales; si nous n'entendions pas les avertissements de ceux qui, comme le Premier Ministre britannique, hier, nous prévienne que la Société des Nations est, pour le moment, incapable de garantir la sécurité de ses associés. »

« Sans doute, il ne faut pas désespérer. Les plus généreuses tentatives réussissent rarement du premier coup. Si nous abandonnions l'idéal qu'exprime le Pacte de la Société des Nations, nous trahirions les traditions les plus nobles du génie français. Mais si nous nous abandonnions

« Un double danger d'anéantissement menace la nation française : un conflit idéologique, l'attaque des nations rivales »

« Ce qui me paraît le plus grave aujourd'hui, ce n'est pas seulement que certains gouvernements s'appliquent à créer une mentalité, je dirais presque une mystique de guerre; ce n'est pas seulement que les armements s'amoncellent; c'est surtout que le moment vient où les générations qui n'ont pas fait la guerre vont dominer et que ce moment arrive dans l'heure même où notre civilisation traverse une grave crise matérielle et morale. »

« Quoiconque prêcherait la résignation à la jeunesse n'aurait aucune chance d'être écouté. Et c'est tant mieux ! Or, notre époque offre à la fois une abondance extraordinaire de progrès matériels préhensibles, et traduit une incapacité dangereuse de les distribuer. Qui s'étonnerait dès lors de l'impuissance de la jeunesse ? Elle veut appréhender ces biens qui se décrochent. »

« La jeunesse se dresse contre ceux qu'elle accuse de paralyser son destin. Ici, elle écoute donc les faiseurs de guerre civile qui la poussent à la lutte des classes. »

« La lutte entre les conquérants qui entraînent à la guerre étrangère. »

« Ainsi le double danger qui menace la nation française est qu'elle s'anémise elle-même dans un conflit idéologique dont l'exemple de l'Espagne nous montre où il conduit; et qu'elle soit anéantie par l'attaque de nations rivales qui espèrent trouver dans le partage de notre empire les biens matériels qu'elles convoitent. »

(Lire la suite page 2.)

Les ministres socialistes resteront dans le cabinet Chautemps

Ainsi en a décidé le Conseil national de leur parti

Paris, 7 novembre. — La deuxième séance du Conseil national du parti socialiste S.F.I.O. s'est ouverte dimanche matin, à 10 h. 30, sous la présidence de M. Guérret, député du Tarn-et-Garonne, assisté de M. Fantigny (Fes-de-Calais), et de M. Hohmann (Meuse). M. Leubet, député de la Tunisie, qui retrace les principales phases de l'action italienne en Tunisie, déplore la manœuvre des pouvoirs publics et redoute de graves incidents. M. Lebas répond que, dans quelques semaines, fonctionnera un poste colonial de radiodiffusion qui atteindra toutes les possessions françaises.

Contre la politique financière actuelle

M. Vieille, de la Fédération de la Gironda, souligne le divorce qui devient

inévitable entre la politique du ministre des Finances et celle sociale, qui doit être celle du gouvernement. Il estime dangereux de rester dans le gouvernement, de poursuivre la pause, mais, avant de rompre, il propose une troisième solution: poser des conditions à la continuation de la collaboration des socialistes au gouvernement à direction radicale. Il faut réclamer la réalisation immédiate d'un certain nombre de réformes de structure, accorder la retraite aux vieux travailleurs et créer une caisse nationale contre les calamités agricoles. M. Lazurick, député du Cher, critique la gestion financière de M. Bonnet qui a, dit-il, abouti à une faillite éclatante. (Lire la suite page 2.)

Le général Nogès, résident général au Maroc, est à Paris

En Belgique UN CABINET SPAAK LUNDI?



M. SPAAK FAIT UNE DÉCLARATION AUX JOURNALISTES QUI L'ENTOURENT.

Pendant toute la journée de dimanche M. Spaak a continué ses démarches. Il a eu plusieurs entretiens avec les délégués du Bloc catholique et les ministres socialistes.

Le conseil général du Parti socialiste et le Bloc catholique ont séjéré en permanence.

Le point difficile consistait à donner aux catholiques le même nombre de portefeuilles qu'aux socialistes, sans enlever aux libéraux.

Dimanche soir, on prévoyait une entente sur la combinaison suivante: Premier ministre socialiste sans portefeuille et cinq ministres socialistes, six ministres catholiques, trois ministres libéraux et un ministre pris en dehors des partis pour la Défense nationale. Il y aurait ainsi seize ministres, soit un de plus que dans le gouvernement van Zeeland. Le nouveau titulaire aurait dans ses attributions les Classes moyennes.

Cette combinaison suscite, notamment des critiques dans certains milieux catholiques.

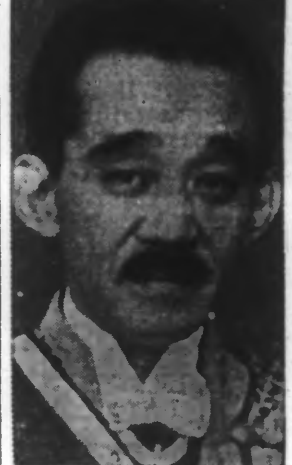
Quant aux titulaires, M. Spaak ne s'en occupera qu'aujourd'hui, lundi, après avoir fait rapport au Roi. Du côté catholique, on annonce la rentrée dans le gouvernement de M. du Bus de Warnaffe, ancien ministre.

Chez les socialistes, on ignore encore si M. de Man acceptera un nouveau portefeuille et, dans l'affirmative, s'il reprendra les finances. Les portefeuilles des affaires économiques ou des affaires étrangères pourraient lui être offerts. Quant aux socialistes flamands qui pourraient entrer dans le prochain gouvernement, on parle de MM. Eckelera, Balthazar et Van Acker.

Du côté libéral, M. Marcel-Henri Jaspar serait l'objet d'une exclusive de la part de M. de Man, avec lequel le ministre libéral avait annoncé qu'il ne voulait plus collaborer.

Dimanche soir, les démarches de M. Spaak se déroulaient dans une atmosphère optimiste et l'on espérait une solution pour lundi.

Le pacte anticommuniste Rome-Berlin-Tokio inquiète les milieux gouvernementaux des États-Unis



M. Hotta ambassadeur du Japon à Rome l'un des signataires du Pacte

« Le communisme, écrit le Giornale d'Italia, étant devenu une opération internationale organisée, attentant à l'ordre intérieur de chaque Etat et au système des rapports internationaux, l'antithèse entre le bolchevisme et la politique de la paix apparaît évidente et insurmontable. »

New-York, 7 novembre. — L'adhésion italienne au pacte germano-nippon ne laisse pas d'inquiéter les milieux gouvernementaux parce que ce nouveau front de puissances paraît être opposé à la politique de paix de Washington. Ils craignent l'adhésion du Portugal et de l'Amérique latine au pacte signé à Rome.

Un article du « Giornale d'Italia »

Rome, 7 novembre. — Dans l'édition du dimanche, du « Giornale d'Italia », M. Virgilio Gayda donne de nouvelles précisions sur la portée de l'accord anticommuniste italo-germano-nippon, qu'il appelle le triangle de la paix. Ce pacte, qui avait été défini comme défensif ou tout au plus contre-offensif, aurait, selon M. Gayda, une valeur plus positive.

Celui-ci écrit en effet: « Une fois prouvé — ainsi que les événements d'Europe, d'Amérique et d'Asie, aujourd'hui le montrent — que le communisme a cessé d'être un fait intérieur de telle ou telle malheureuse nation, pour devenir une opération internationale organisée, ayant pour but unique la révolution mondiale, pour laquelle il attente à l'ordre intérieur de chaque Etat et au système des rapports internationaux, l'antithèse entre le bolchevisme et la politique de la paix apparaît évidente et insurmontable. »

C'est pourquoi l'isolement et la destruction du communisme devient la première condition nécessaire pour rendre au monde la possibilité de construire et de conserver la paix. »

« La physionomie du pacte se dessinera mieux, écrit-il, selon l'accueil que lui réserveront les autres nations. La triple n'est pas destinée à menacer, mais elle tient tête à toutes les menaces et aux sourdes résistances. »

« Il est donc certain qu'au delà du problème économique, l'Italie, l'Allemagne et le Japon trouveront dans leur solidarité d'autres vertus et importantes formes de collaboration. »

« Pacte sans utilité pratique », déclare-t-on à Londres

Londres, 7 novembre. — L'impression désagréable causée à Londres par la signature du pacte anti-communiste à Rome ne s'est pas atténuée et la réserve des cercles autorisés reste grande dans l'attente d'informations plus amples sur cet instrument.

On tend cependant dans les milieux diplomatiques à rejeter les rumeurs qui ont couru relativement à des « classes secrètes » qui auraient été adjointes au protocole de Rome. Ces milieux se montrent disposés à accepter l'assurance donnée par le comte Ciano selon laquelle le pacte ne cacheraît pas de visées secrètes.

On fait observer que le pacte germano-nippon n'a guère eu de résultats pratiques et paraîtrait plutôt avoir créé pour le Reich dans le conflit actuel une situation assez embarrassante étant donné les intérêts allemands en Chine. Aussi incline-t-on à croire que l'Italie cherche dans cette affaire plutôt un appui moral que des satisfactions concrètes.

VERS LA RECONNAISSANCE DU GOUVERNEMENT FRANCO?

Le Portugal y serait disposé... Londres, 7 novembre. — De source bien informée, on annonce que le gouvernement de Lisbonne aurait l'intention de reconnaître le gouvernement du général Franco dans quelques jours.

des récentes conversations Eden-Dalbos, la France serait décidée à faire à l'égard des autorités de Salamanque, le même geste que la Grande-Bretagne.

...et la France désignerait des agents commerciaux

Bruxelles, 7 novembre. — Non seulement le trafic ferroviaire a été rétabli entre la France et l'Espagne nationaliste, mais tous les journaux bruxellois de dimanche annoncent qu'à la suite

« EUROPE ou ASIE ? et non : FASCISME ou DÉMOCRATIE »

telle est la question qui se pose », déclare

M. SCHUSCHNIGG

Vienna, 7 novembre. — A l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Association du Kulturbund, le chancelier Schuschnigg a prononcé un discours dans lequel il a exalté l'importance de la mission culturelle de l'Autriche en Europe.

La question qui se pose aux autrichiens, a-t-il dit, n'est pas : « Fascisme ou Démocratie ? », mais bien : « Europe ou Asie ? ».

Le conseil national de la Fédération républicaine est convoqué pour le 15 novembre

Le Conseil national de la Fédération républicaine de France vient d'être convoqué pour le lundi 15 novembre, veille de la rentrée des Chambres. C'est à Paris que se réunira l'Assemblée, sous la présidence de M. Louis Marin.

LE CHATEAU DU ROI-SOLEIL SOUS LE FEU DES PROJECTEURS



LE CHATEAU DE VERSAILLES ILLUMINÉ

(Ph. Trappaz)